

<b>Zeitschrift:</b>	Cahiers d'histoire du mouvement ouvrier
<b>Herausgeber:</b>	Association pour l'Étude de l'Histoire du Mouvement Ouvrier
<b>Band:</b>	28 (2012)
<b>Artikel:</b>	Avec autant de montagnes autour de nous, qui peut donc croire que nous aurions un problème de sources? : Les grèves au Tessin : dans les archives de la Fondation Pellegrini Canevascini
<b>Autor:</b>	Rossi, Gabriele
<b>DOI:</b>	<a href="https://doi.org/10.5169/seals-520318">https://doi.org/10.5169/seals-520318</a>

### Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

### Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

### Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

**Download PDF:** 13.01.2026

**ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>**

**AVEC AUTANT DE MONTAGNES AUTOUR DE NOUS,  
QUI PEUT DONC CROIRE QUE NOUS AURIONS  
UN PROBLÈME DE SOURCES ?  
LES GRÈVES AU TESSIN**

**DANS LES ARCHIVES DE LA FONDATION PELLEGRINI CANEVASCINI**

**GABRIELE ROSSI**

**L**A TRADITION HISTORIQUE QUI NOUS CONDUIT à avoir de la Confédération l'image d'un pays sans grèves appelle à décrire les étrangers comme des fauteurs de troubles, créateurs de conflits d'intérêt pernicieux au nom de la lutte des classes. Les travailleurs étrangers en Suisse ont souvent parlé italien et les Tessinois italophones eux-mêmes ont souvent été assimilés aux «cincali», ces migrants italiens. Il est donc nécessaire, au préalable, de se poser les questions suivantes: quelle a été, en réalité, l'attitude des travailleurs tessinois face aux grèves, quelle position les syndicats du canton ont-ils assumé à leur égard?

Il n'est pas facile de proposer une réponse univoque à de telles questions. La population du canton est historiquement connue pour son caractère querelleur, au point de prolonger les disputes pour des décennies, voire des siècles. Malgré cela, les travailleurs qui quittaient le Tessin pour les chantiers de la Suisse au-delà des Alpes ou à l'étranger n'avaient pas dans leurs bagages des velléités de revendications, mais plutôt la résignation passive de celui qui est habitué à se heurter à une nature ingrate et à subir les obligations d'une société paysanne traditionnelle. Le contact avec des réalités industrielles plus avancées, soit dans le lieu d'émigration, soit à travers les catégories professionnelles nouvelles qui immigrèrent au Tessin, tels les cheminots, ou bien le traversent en s'y arrêtant quelques semaines, le temps de remplir leurs poches des quelques sous qui leur permettront de chercher du travail mieux payé ailleurs, comme les typographes, ou encore l'arrivée de réfugiés politiques très bien préparés et experts, ont modifié le jeu et conduit à la naissance contemporaine du mouvement ouvrier et des

premières formes d'industrialisation significatives dans le territoire qui nous intéresse. Le marché du travail a immédiatement juxtaposé à la main-d'œuvre locale une forte présence d'ouvriers venant des villages frontaliers, et aussi de plus loin. Cette réalité a, une fois de plus, influencé la conscience de soi de la classe ouvrière.

La position syndicale est encore plus difficile à saisir en l'absence d'une analyse approfondie; il nous apparaît possible de définir des périodes de plus grande disponibilité à utiliser l'arme de la grève, mais on perçoit une tendance de fond à la prudence, somme toute assez indicative de la pensée des dirigeants, surtout chez les chrétiens-sociaux: mieux vaut discuter en vue d'un contrat, même en présence d'un patronat particulièrement rétif et très attaché à ses priviléges, plutôt pingre dans sa majorité.

### **Des débuts du mouvement syndical à la grève générale**

Le canton du Tessin ne dispose pas de données sur lesquelles on puisse fonder une analyse pour une période assez longue avec un degré de fiabilité suffisant; les informations des fédérations syndicales pèchent souvent par défaut. Nous avons pourtant des indications régulières dans les rapports d'activité de la Camera del Lavoro (CdL), le cartel cantonal des fédérations adhérentes à l'Union Syndicale Suisse (USS). On y distingue les deux catégories des «agitations» et des «grèves», découlant de la statistique de l'USS. S'il n'y a pas de difficulté pour comprendre le concept de *sciopero* (grève) en le reliant au fait d'arrêter le travail, il est bien plus compliqué de définir ce qu'est *l'agitazione* (agitation) :

En général, les rapports tendent à présenter comme le début d'une agitation le premier pas effectué pour modifier la situation: une agitation peut donc être déclenchée par le patronat. La durée est calculée soit jusqu'au moment où l'on trouve un accord, soit jusqu'à ce que les ouvriers perdent leur unité et abandonnent peu à peu leurs revendications.<sup>1</sup>

L'agitation peut se transformer en grève. Cette décision, au début, découle des ouvriers eux-mêmes, qu'ils soient organisés ou pas, voire au niveau de la section locale du syndicat; la CdL intervient après coup pour gérer les pourparlers. Après la réforme de 1908-09, seules les grèves présentant des causes particulières (menaces et insultes, licenciements

1 Gabriele Rossi, *Sindacalismo senza classe*. Bellinzona, FPC, 2002, vol. I, p. 138.

sur-le-champ injustifiés) sont décidées directement par les travailleurs, sans contacter le cartel syndical ni en attendre le moindre assentiment.

Communiquer l'information est une étape fondamentale pour revendiquer le secours de grève. Les syndicats tendent donc à y procéder rapidement, mais il ne leur paraît pas forcément nécessaire de fournir des données statistiques, ce qui nous permettrait aujourd'hui, et ce qui aurait aussi permis à l'époque, d'analyser la manière dont peut varier dans le temps le recours à l'arme de la grève et sa fréquence. Si nous prenons comme exemple la première décennie du siècle passé (1903-1910, puisque la CdL naît en 1902), nous sommes confrontés à deux années sans grèves ni agitations; pour les six autres années, sur les 42 conflits connus, 28 ne donnent lieu à aucune information: si nous disposons presque toujours du nombre de grèves, il est rare de trouver le nombre d'ouvriers concernés, la durée des mouvements et la distinction entre ouvriers, organisés ou pas.

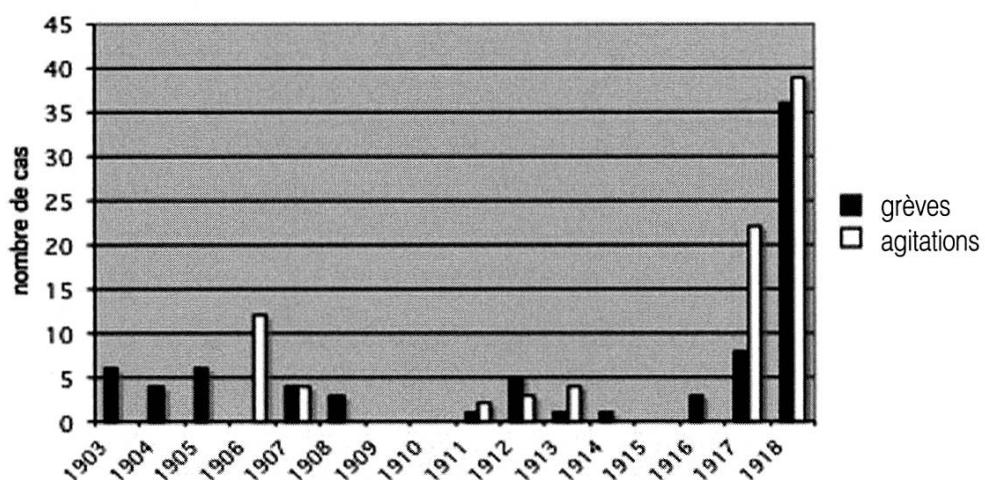
Cette situation nous oblige à de périlleuses spéculations pour essayer d'offrir une vue d'ensemble du phénomène et de ses paramètres fondamentaux au fil du temps. Le tableau est encore rendu plus complexe par la réalité que nous voulons cerner, trop restreinte, parfois cachée et donc mal adaptée aux méthodes statistiques. Mais il n'en reste pas moins indispensable d'utiliser cette source, l'une des rares qui nous permettent de remonter aux premières lueurs du mouvement syndical organisé au Tessin<sup>2</sup>. La presse, heureusement assez diverse et attentive, à cette époque, aux dynamiques des forces agissant dans le monde ouvrier, constitue l'autre source d'informations: on peut s'en étonner, mais ce sont assez souvent les quotidiens bourgeois qui fournissent les meilleures chroniques, dans lesquelles on trouve même parfois des transcriptions des accords signés ou des données sur les conditions de salaire et de travail dans les différents secteurs de l'activité productive. La Fondation Pellegrini Canevascini (FPC) conserve dans ses fonds une série de souvenirs écrits par Mario Ferri, fondateur du Parti socialiste en 1900 et créateur de la CdL de Lugano, base de la CdL cantonale de 1902. Ils décrivent aussi les grèves dans la région luganaise. Nous disposons en outre des enregistrements déposés à la Phonothèque nationale et des

2 Dans *Camera del Lavoro 1902-1982*, texte collectif publié par le cartel syndical en 1982 pour ses 80 ans, Rolando Schärer propose, dans la bibliographie (pp. 162-63), un inventaire des rapports issus des différentes institutions.

transcriptions, publiées en 1986, avec un appareil critique conséquent<sup>3</sup>, d'une série de conférences que Guglielmo Canevascini tint à la fin des années cinquante. Le leader socialiste y retracait son histoire personnelle et celle du parti, ainsi que les expériences syndicales des deux premières décennies du siècle passé, en s'étendant sur les grèves des tailleurs de pierre, des ouvrières du tabac, des maçons, jusqu'à la grève générale.

Nous reproduisons ici la synthèse des données de ces rapports que nous avons tentée il y a quelques années<sup>4</sup>; pour en faciliter la lecture, nous rappelons que le mouvement syndical au Tessin s'est surtout développé à partir de 1895; il s'organise une première fois au niveau cantonal en 1899 à travers la Federazione dei sindacati professionali adhérente à l'USS, intégrée dans la CdL en 1902. La Première Guerre mondiale oblige les syndicats à mettre leurs structures en hibernation au cours des années 1914-16, avant que n'émergent les bases économiques et sociales de la grande saison revendicative autour de la grève de 1918, laquelle a pris au Tessin, comme nous le verrons, une signification toute particulière.

### Agitations et grèves, 1903-1918



L'analyse de ces chiffres nous conduit à quelques commentaires généraux. Il n'y a pas d'évolution parallèle du nombre de membres de la CdL et de la quantité de mouvements de protestation et de revendication, même s'il y a des coïncidences pour les deux pointes de 1906

3 Guglielmo Canevascini, *Autobiografia*. Lugano, Editions FPC, 1986.

4 Gabriele Rossi, *Sindacalismo... op. cit*, vol. I, pp. 140 et 142.



Il n'y a pas de grandes conclusions à déduire de ces données; bornons-nous à observer une plus grande présence des tailleurs de pierre et des typographes. Les premiers constituent le secteur à l'avant-garde du mouvement pendant toute la première décennie du siècle, tandis qu'après la guerre prévaut une certaine agitation dans les industries alimentaires (tabac). Les grèves dans les entreprises à main-d'œuvre féminine concernent les fileuses, mais surtout les cigarières, avec celle de Brissago en 1916 qui eut un fort retentissement dans tout le canton.

Certaines de ces grèves sont considérées comme étant des pierres angulaires dans l'histoire syndicale du Tessin: en font partie celles des maçons et des manœuvres de Lugano en 1895, des ouvriers des ateliers de la Gotthardbahn à Bellinzona (l'Officina) en 1901<sup>5</sup>, des maçons de Lugano la même année, des tailleurs de pierre en 1906-07 contre le travail à la pièce<sup>6</sup>, la grève à la fabrique de papier de Tenero en 1908, le nouveau mouvement des tailleurs de pierre en 1912, l'arrêt de travail des 400 cigarières de Brissago en 1916 qui marque la reprise du mouvement après les premières années de guerre, ainsi que la grève aux Gotthardwerke de Bodio, encore militarisée, en 1917<sup>7</sup>.

### Une grève générale très particulière

Dans l'ample éventail d'études autour de la grève générale de novembre 1918 en Suisse, le cas singulier du Tessin est passé un tantinet sous silence. Consacrons-y quelques mots, cela en vaut la peine. Il n'y eut pas une grande participation pour plusieurs raisons: le télégramme annonçant le mot d'ordre fut intercepté et n'arriva pas à destination, motif toujours avancé depuis lors pour expliquer les faits. En réalité, les difficultés rencontrées pour suspendre le travail avaient aussi d'autres origines: tout d'abord la CdL était plus que tiède sur l'idée d'un mouvement qui aurait pu aider le bloc germanique dans les derniers

5 Sur cet événement, il existe du matériel d'archives: FPC 33, WAV (Werkstätte Arbeiterverein), «Protocollo delle sedute private della Commissione Operaia 1900-1909».

6 Décris en détail in G. Barni – G. Canevascini, *L'industria del granito e lo sviluppo economico del Canton Ticino. Lugano 1913*, réimpression par les soins de M. Marcacci e G. Rossi, Bellinzona, Editions FPC, 2009. Ces grèves conduiront à la construction de la première Maison du Peuple à Claro.

7 Voir les correspondances dans le fonds SMUV au Sozialarchiv (07A - 0013) et dans le fonds FPC 56 FLMO, «Verbali della sezione di Bodio».

moments de la guerre; en profitant de la grippe qui avait cloué au lit son secrétaire, elle n'adhéra pas à l'action. Dès lors, ce ne furent que les secteurs qui n'y étaient pas reliés qui firent grève: les cheminots, les ouvriers de la métallurgie à Bodio, les employés du tramway et quelques autres. Pourtant, concrètement, les raisons de protester avec véhémence étaient toutes réunies, tant et si bien qu'en juillet de cette même année 1918, à Lugano, une grève, qui devint bientôt générale dans toute la région, avait éclaté. Elle fut appuyé fermement par la population et obtint d'importants résultats, au point de vue des salaires comme des droits syndicaux. Dès lors, la vraie «grève générale» au Tessin est plutôt celle qui a précédé.

Dario Robbiani s'est arrêté sur les deux événements dans son ouvrage *1918: il resto seguirà*, un récit historique qui a eu le mérite d'interrompre, en 1964, la longue période pendant laquelle la CdL n'avait rien publié. Robbiani était meilleur journaliste que chercheur, il sut dénicher les sources, surtout orales, mais il les mêla entre elles sans les vérifier pour nous présenter un récit que l'on lit avec plaisir, mais dont on se méfie.

Une partie de ses sources écrites, qu'il ne cite pas, sont sans doutes les notes que Pietro Barana, administrateur du journal socialiste *Libera Stampa*, avait écrites pour laisser une trace de ce qui s'était passé dans la ville, eu égard aussi aux polémiques internes qui eurent pendant des années des effets néfastes dans le parti. Ces textes se trouvent sous la cote FPC 05, fondo Guglielmo Canevascini 8.3.6 et sont:

- «Breve storia della Camera del Lavoro», 6 p. + 2 avec une autre version;
- «Gli scioperi di Lugano 1917-1918», 5 p.;
- «Gobbi agli Approvvigionamenti», 2 p.;
- «Gli spazzini», 3 p.;
- «La navigazione», 2 p.;
- «I metallurgici», 7 p.;
- «1° maggio/I gasisti», 4 p.<sup>8</sup>

Dans la correspondance Barana-Canevascini 1914-21, toujours dans le fonds FPC 05, 8.2.4.10, se trouvent quelques commentaires à propos de la grève de novembre et de ceux qui y étaient favorables, tel le syndicaliste révolutionnaire Giovanni Devincenti<sup>9</sup>. Canevascini traite

<sup>8</sup> Dans le fonds FPC 01 PST, 9.1.1 se trouve un dossier intitulé «Sciopero di Lugano»

<sup>9</sup> Sur ce personnage particulier, voir Gianpiero Bottinelli, *Giovanni Devincenti. Il sogno di un emigrante*. Lugano, Editions La Baronata, 2001.

des deux événements dans ses conférences aux jeunes en 1957<sup>10</sup>. Pour ce qui concerne Bodio et les ouvriers de la métallurgie, nous pouvons nous référer aux procès-verbaux de la section FOMO de la localité de la Léventine (FPC 56, FLMO). Les procès-verbaux du WAV des Ateliers de Bellinzona<sup>11</sup>, tout comme ceux de la section socialiste de la capitale<sup>12</sup>, permettent de se faire une idée du climat social de ces semaines. La documentation reste toutefois très limitée, puisqu'en réalisant une transmission pour la télévision lors du 60<sup>e</sup> anniversaire<sup>13</sup>, les images d'un défilé – hélas! – de 1924 passent pour un document de 1918...

### **Les sources pour l'entre-deux-guerres**

Les années qui séparent les deux guerres mondiales sont, plus encore pour le Tessin que pour le reste du pays, une suite de crises aux caractéristiques les plus différentes, mais aux conséquences semblables: chômage et émigration. Face à ce dernier phénomène, qui parut par moment réduire la jeunesse à zéro dans des centres importants comme Biasca, la réponse des autorités fut toujours de veiller à rendre la moins dramatique possible une condition sur laquelle on ne pensait pas pouvoir agir: d'où l'idée, par exemple, de financer le départ pour les Amériques.

La CdL soutenait par contre un double front de lutte contre la crise au moyen d'une formation professionnelle plus poussée (à partir de la loi de 1912) et de conditions de travail plus attrayantes pour freiner la fuite des meilleurs artisans. La lutte pour les 48 heures et surtout la nécessité de se battre contre la volonté du patronat de profiter de la crise pour prolonger l'horaire de travail se sont encore ajoutées à ces premiers objectifs.

La trace des éléments susmentionnés se retrouve dans les rapports de la CdL que la FPC conserve pour toute la période. Contrairement

10 Guglielmo Canevascini, *Autobiografia*, a cura del Gruppo di lavoro della FPC. Lugano-Bellinzona, Editions FPC, 1986, pp. 50-53.

11 FPC 33 WAV «Verbali dell'Assemblea generale 1917-1926, Protocollo delle risoluzioni del Comitato 1899-1919».

12 FPC 27, 3.2 «Protokollbuch del Partito socialista svizzero sezione di Bellinzona» (procès-verbaux du 23 août 1916 au 29 avril 1920).

13 Fabrizio Fazioli & Delta Geiler, 1918. *Le agitazioni sociali e lo sciopero generale in Ticino*. Documentaire RTSI, Lugano 1978.

aux années d'avant la guerre et de la guerre elle-même, nous n'avons pas encore publié les synthèses de ces informations<sup>14</sup>. Les questionnaires sont remplis avec plus de soin. En voici le résultat :

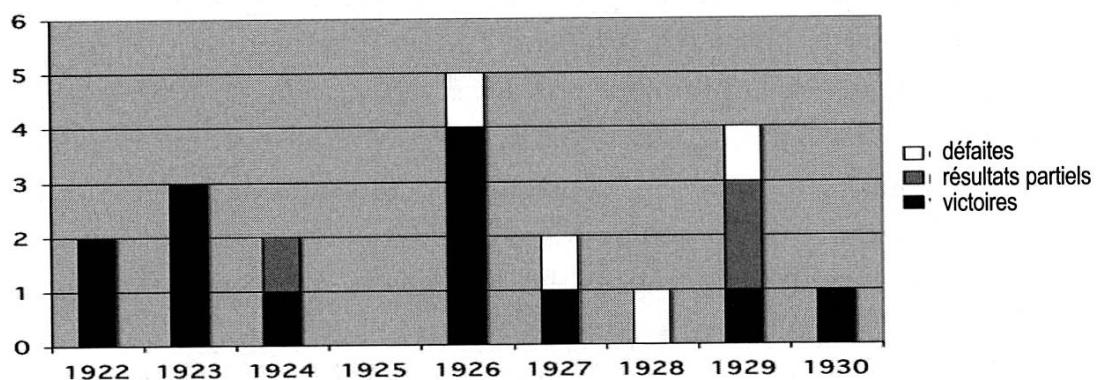
### Agitations et grèves 1922 - 1930

année	nombre	Agitations		Grèves		
		Participants	Organisés	nombre	Participants	Organisés
1922	6	530		2	101	
1923	5			3	106	
1924	4	942	min 411	2	min 47	
1925	7	1020		0		
1926	7	min 330	min 134	5	min 316	min 40
1927	12	min 2854	1024	2	25	5
1928	12	2004	610	1	20	16
1929	12	1807	822	4	809	704
1930	8	844	448	1	320	280

min = au minimum (nous n'avons donc pas toutes les données)

Les éléments concernant la FCTA manquent complètement. Pour fournir un point de comparaison, rappelons que cette fédération, en 1927, a soutenu sept agitations, mais aucune grève. Les résultats prennent la forme de deux vagues, mais qui n'ont pas le même rythme. Les grèves se concentrent dans les périodes où la crise est la plus forte, sauf en 1926, tandis que les agitations augmentent nettement dès qu'on entrevoit un filet de lumière.

### Victoires et défaites dans les grèves 1922 - 1930



Les motivations et le genre d'actions entreprises montrent encore mieux les besoins que la classe ouvrière considérait centraux pendant la période.

14 Gabriele Rossi, *Sindacalismo senza classe*. Bellinzona, dactylographié, 1994, pp. 132-33 et 148.

### Raisons et genre de grèves ou d'agitations

année	salaires	horaire	cct	vacances	licenciements	outrages	retraite
1922	3	3	1	1			
1923	1	2	1	1			
1924	3		1	1			
1925	4	1			2	2	
1926	7		1	1	1	1	
1927	5	1		3	2		1
1928	4	1		4	1	2	1
1929	13	1		1	1	2	1
1930	5			4			

Les chiffres sur fond gris se rapportent aux mouvements “défensifs”, ceux qui demandent seulement l’abolition de mesures régressives décidées par le patronat; ceux sur fond blanc correspondent par contre à des mouvements “revendicatifs” plus offensifs.

Les attaques aux salaires ont été très fortes au cours des premières années vingt, période pendant laquelle le patronat essaya aussi de revenir sur les 48 heures, accordées après la grève générale de 1918. Un arrêté de loi du 29 décembre 1922 introduisit une diminution du salaire des employés publics qui variait entre 100 et presque 1000 francs selon la classe de salaire. La lutte pour faire annuler cet arrêté dura de novembre 1926 jusqu’à la fin de l’année 1928. Le Conseil d’État décida alors de soumettre la modification au Grand Conseil qui choisit de l’abroger en deux étapes, entre 1929 et 1930.

Le tableau permet de lire clairement de quelle façon se modifient les revendications ouvrières: 1926 est l’année charnière entre les deux phases. Au cours de la première prévaut la défense des salaires (souvent pour éviter des baisses), de l’horaire de travail (pour en empêcher l’augmentation) et contre les licenciements; au cours de la seconde, ce sont des demandes d’augmentations salariales qui émergent, ainsi que les revendications pour les vacances, les retraites et de nouveaux contrats collectifs, après qu’ils aient été bloqués pour éviter toute péjoration.

Pour analyser les données d’une manière plus complète, il faut considérer la pression croissante exercée sur les nombreux travailleurs italiens présents au Tessin, surtout à partir de 1927 et 1928. Menacés par le gouvernement fasciste de ne pas pouvoir renouveler leur passeport, ils abandonnent massivement les syndicats. En même temps, les libéraux

et les chrétiens-sociaux essaient d'organiser ces forces d'une manière alternative, en les éloignant de la CdL. L'année suivante, celle-ci annonce une baisse de 90% des immigrés syndiqués!

Les évènements que nous avons décrits ont-ils laissé des traces dans les fonds d'archives de la FPC?

Dans le fonds FPC 03 CdL, nous trouvons trois dossiers: le premier concerne les chocolatiers de la Compagnie suisse des chocolats et cacaos de Lugano (1919-20) et porte en particulier sur des événements qui suivent la grève de 1918, ramenant à de plus justes proportions les «victoires» proclamées par la presse socialiste; le deuxième concerne les agitations des tailleurs de pierre pendant les années 1925-27 (augmentations des salaires, abolition du travail à la pièce), avec aussi des documents sur les années trente; un troisième dossier s'attarde finalement sur la situation aux Usines du Gothard de Bodio (Gotthardwerke, aujourd'hui Timcal)<sup>15</sup>. Cette entreprise constitue un bon exemple des conditions régnant dans les industries du Tessin en ces temps si difficiles, des rapports entre travailleurs et patronat et du rôle des autorités, notamment face au problème des licenciements des ouvriers excédentaires en hiver, une sorte de «flexibilité» ante litteram.

### **Gotthardwerke: saisonniers par obligation, conciliants par nécessité**

En décembre 1924: une centaine de licenciements est annoncée à la Lonza SA, Officina del Gottardo, due, selon le syndicat, «à un pur esprit spéculatif»<sup>16</sup>. Les ouvriers restent ainsi sans travail au pire moment pour trouver une alternative. «Ceux qui ont rôti près des fours pendant les mois d'été peuvent bien s'attendre à pouvoir y rester aussi l'hiver et à ne pas être licenciés quand le froid arrête tous les travaux à l'extérieur.» Parmi ceux qui ont perdu leur place figurent beaucoup de pères de famille ayant 8 à 12 enfants mineurs. Le problème est lié au contrat que la société a signé avec les Officine Elettriche Ticinesi (Ofelti): fourniture d'énergie à des prix concurrentiels pendant les 8 mois les plus chauds, quand il y a surabondance d'eau sur le marché, tandis que «pour avoir le courant électrique pendant les 4 autres mois, elle devrait la payer

15 FPC 03 CdL, 50.1-3.

16 Toutes les citations sont tirées du dossier en question.

plus cher pour éviter que les Ofelti aient plutôt intérêt à l'exporter à l'étranger». Les licenciements ont été décidés au courant de l'été à Bâle, mais gardés secrets. La CdL exige alors de «concilier les prétendues nécessités industrielles avec les besoins des ouvriers».

Les Usines du Gothard expliquent les faits à leur façon: 73 ouvriers restent inscrits, 20 ont été licenciés le 29 novembre, 60 le seront le 24 décembre, mais ils en avaient déjà été avisés au cours de l'été. La direction compte réembaucher tout le monde dans la première quinzaine d'avril pour une nouvelle période de 7 mois. Le fait que la fabrique se trouve loin des ressources en matière première et des marchés oblige l'entreprise à miser sur le coût très bas de l'énergie. Les communes de la région se disent prêtes à prévoir des travaux pour les chômeurs, pourvu qu'ils reçoivent des subsides de la part du canton. Cela ressemble un peu à un match de ping-pong. Le Département du Travail, impliqué dans la question par les syndicats, s'appuie sur la résolution du 1<sup>er</sup> avril 1921 du Conseil fédéral qui impose de fournir l'énergie aux consommateurs indigènes avant de penser à l'exporter, un concept également présent dans la prise de position du Grand Conseil tessinois, le 18 janvier 1924. Face au renouvellement de cette concession, les municipalités se joignent aux plaintes de la CdL pour déplorer que personne ne soit intervenu au Grand Conseil contre un tel choix. Visani, secrétaire syndical, répond de ne pas avoir été au courant de cette affaire: «Le soussigné a lui même reproché plusieurs fois aux ouvriers de ne jamais rendre compte de leurs conditions, mais même de chercher à les cacher.»

En janvier 1925, le siège de Baden des Ofelti donne publiquement sa version des faits. En premier lieu, il se dit optimiste quant à la possibilité de réembaucher une partie des ouvriers grâce à une reprise partielle du travail qui, comme on le saura par la suite, dépend d'une fourniture d'énergie dix fois plus grande que celle fixée par le contrat. La cause de tous les problèmes, dit l'entreprise productrice d'électricité, réside dans la grande augmentation des coûts de transport pendant la guerre: «La plupart des industries de Bodio ont été fermées et d'autres ont fait faillite. Seules les Usines du Gothard ont continué une production limitée en pure perte, grâce à la société Motor qui les aidait financièrement et cherchait, par de grands sacrifices, à leur éviter le sort commun.» La solution avait été trouvée avec la Lonza: fournir en été de l'énergie à des prix dérisoires (jusqu'à 0,4 cts le kwh) et chercher

une compensation en vendant de l'énergie à des tiers en hiver. Par la suite, la situation s'est améliorée, mais «à condition que de nouvelles perturbations n'interviennent pas». L'emploi a donc été réduit au minimum en hiver, mais l'été, le nombre d'embauches sera important. Et l'on étudiera entre-temps l'introduction d'une nouvelle industrie qui pourrait fonctionner en hiver. La vraie préoccupation des dirigeants est toutefois ailleurs: depuis des années, le capital de la société est resté sans rémunération et seule l'année précédente a permis de distribuer un «modeste 4%», encore insuffisant pour stimuler d'autres investissements. Il s'agit donc de ne pas déranger «ce processus de redressement lent et pénible par des manifestations d'impatience».

Les Usines veillent effectivement à réembaucher une partie des ouvriers dès le mois de janvier déjà, et l'ingénieur Nizzola présente comme prévu au chef du Département du Travail, Canevascini (socialiste), le dispositif cyclique de production de silumin, moyennant une nouvelle concession d'accès aux eaux du Piottino.

Le 30 mars, à la veille de la période «d'été», les Usines du Gothard écrivent à la CdL qui avait sollicité une augmentation salariale pour tous de 20 centimes. Les salaires des ouvriers spécialisés (entre 1 franc et 1 franc 40) sont comparables à ceux du reste de la Suisse, dit l'entreprise, tandis que ceux des non-qualifiés seraient même plus élevés (entre 85 et 91 centimes). Le syndicat parle de renchérissement? C'est le contraire qui serait vrai, puisque les prix chutent! En outre, la fabrique dispose d'un magasin d'alimentation au prix de gros depuis 1922. L'exploitation s'est soldée par une perte pendant l'hiver; toutefois, ajoute l'entreprise, on pourrait, par bon cœur, imaginer une augmentation de l'indemnité de 6 centimes pour les 8 mois qui restent et non pas seulement pour 2 mois comme en 1924. Face à tant de générosité, «vous voudrez bien déconseiller une action de résistance».

Les ouvriers limitent alors leurs requêtes à 10 centimes pour ceux qui gagnent moins d'un franc et 8 pour les autres. Cette preuve de bonne volonté ne suffit pas. L'Office de conciliation parvient ensuite à un accord pour une augmentation généralisée de 6 centimes qui touche seulement ceux qui travaillent déjà et ne s'applique pas aux nouveaux embauchés éventuels. La CdL écrit alors aux Usines du Gothard qu'elle garde «l'espoir qu'à l'avenir aussi toute divergence éventuelle puisse trouver une solution par des discussions pacifiques entre partenaires;

pour notre part, nous nous engageons à faire notre possible pour que n'éclatent pas de conflits nuisibles aux deux parties». Une belle illustration du thème de la Paix du travail.

Cette même année 1925 voit apparaître tout de suite une nouvelle pierre d'achoppement, liée aux jours fériés cantonaux. Le secrétaire de la section de la métallurgie, Giovanni Lepori, reçoit ainsi un blâme pour avoir été absent sans permission le jour de l'Ascension. Ce n'est là que le début d'une série de conflits: la direction explique en effet aux nouveaux travailleurs que leurs salaires sont si bas par la faute de la CdL. L'organisation ouvrière réplique et affirme que si l'entreprise continue à mentir, «elle nous obligera à reprendre, malgré nous, notre liberté de critique publique». Contre leur gré!

Par moment, le conflit devient amusant. Visani dit ainsi avoir cru aux explications de la direction, mais qu'en réalité, il n'est pas nécessaire de travailler le dimanche pour préparer les «*micchette*» (petits pains) et que l'on peut en produire une réserve le jour précédent. La firme réplique qu'il s'agit de «*brichette*» (briquettes), mais n'entre pas en discussion sur le reste. Dialogue de sourds !

Les Usines du Gothard demandent aux autorités de pouvoir faire travailler les jours fériés et les dimanches pour préparer des mélanges, éliminer les déchets et procéder à des réparations urgentes; cela permettrait de rendre flexible le travail de ceux qui ne sont pas aux fourneaux et ne sont donc pas soumis aux roulements. Pour les syndicats il est difficile d'accéder à la requête, puisqu'il n'y a pas d'horaire déterminé. Entre-temps, ils adressent une requête au canton pour qu'il n'y ait pas de licenciements en hiver. Nous sommes en septembre, le temps ne presse pas. La section des ouvriers de la métallurgie (69 membres suisses et 89 italiens, les trois quarts des ouvriers étant membres du syndicat) avertit pourtant déjà le 15 du mois que les fours travaillent à régime réduit par manque d'énergie électrique de 7 heures du matin à 17 heures 30. Les rumeurs de licenciements se font nombreuses et la pratique du travail à la pièce persiste. Le contrat avec Ofelti prend fin le 15 novembre. La CdL demande une réunion sans beaucoup d'espoir. Début novembre, le Département du Travail reçoit enfin les informations réclamées par le syndicat dès septembre: l'énergie d'été a été limitée cette année, le débit du Tessin à Lavorgo n'ayant été suffisant (au moins 15 mètres cubes)

qu'au mois de mai; en septembre, par contre, au lieu des 12'500 kwh prévus, seuls 7'000 ont été fournis, ce qui a eu comme conséquence le licenciement de 25 ouvriers. Pour l'hiver, on pense toutefois pouvoir garder 150 ouvriers au travail, au lieu des 73 de l'année précédente. Les salariés étant encore 214, il y aura donc 64 licenciements. Visani sait, par des informateurs, qu'Ofelti met à disposition toute l'énergie qu'elle n'arrive pas à exporter, ce qui veut dire qu'on aura plus que les 2'250 kwh prévus par le contrat : par conséquent, s'exclame-t-il, «le désaccord entre les OET [Ofelti] et les Usines du Gothard, c'est du bidon, comme l'attentat contre Mussolini».

Parmi les derniers licenciements, il y a celui de Lepori, le secrétaire de la section syndicale. L'Office de conciliation est à nouveau appelé pour tenter une médiation. Il convoque les intéressés, mais l'avant-veille de Noël, Ofelti informe que les prix de vente de l'énergie aux Usines du Gothard étant plus bas que les coûts de production, vendre à d'autres clients rapporterait 100'000 francs de plus; il n'est donc pas question d'augmenter la fourniture hivernale. Comme on pouvait s'y attendre, il n'y a aucune amélioration.

En définitive, ces échanges de lettres nous permettent d'analyser certains des aspects importants de la base matérielle sur laquelle s'enracinent les pratiques syndicales, y compris leurs formes de lutte :

- l'image qui domine est celle de la misère des ouvriers, mais aussi celle des industries et des pouvoirs publics;
- il est choquant de penser que tout le système survit d'une part grâce à l'exploitation de la main-d'œuvre, en bonne partie étrangère, sous-payée et saisonnière, et d'autre part grâce à celle du marché de l'énergie électrique. Par ses seules forces, l'établissement ne serait pas viable;
- la direction joue sur deux tableaux, en demandant le dialogue sans le mettre en pratique, mais aussi en diluant le temps de réponse pour qu'on discute après coup;
- le Département du Travail, quand il intervient dans sa fonction de médiateur, est contraint de prendre en considération les compromis qui sauvent au moins le minimum parce qu'il ne fait pas le poids face à une entreprise d'envergure nationale (Ofelti-Motor);
- les informations sur la situation réelle, sur les aspects économiques de la question, sur les alternatives possibles sont bien cachées;
- la main-d'œuvre est facilement victime de chantage et peut être remplacée sans problèmes à chaque vague de licenciements; ceux qui travaillent sur place sont recyclés dans des travaux sous-qualifiés pendant l'hiver; les

Italiens sont renvoyés chez eux; le travail de syndicalisation repart chaque fois à zéro et se heurte toujours aux mêmes problèmes.

Nous avons jugé utile de montrer ici pourquoi, en s'intéressant aux grèves, il est important de consulter des documents qui parlent aussi des rapports de force à l'intérieur des fabriques, de la construction d'une cellule syndicale d'entreprise, etc. Certes, les conflits aux Usines du Gothard finiront bien par déboucher sur une grève, mais seulement en 1941.

### **Et maintenant, la crise est mondiale: les années trente et le début de la bipolarité syndicale**

La grande crise nous fait entrer dans une nouvelle période, y compris pour les sources d'archives sur les grèves. Tout d'abord, elle marque le début du grand développement du syndicalisme chrétien-social, à tel point qu'entre 1933 et 1936, la hausse des inscrits aux syndicats du Tessin est entièrement en faveur de l'Organizzazione Cristiano-Sociale Ticinese (OCST), tandis que la CdL peine à maintenir ses troupes. La nouvelle centrale syndicale apporte d'autres concepts de pacification sociale et d'opposition à la grève en tant qu'arme de lutte. Toutefois, cette vision se modifie rapidement sous l'influence de l'action sur le terrain, ce qui mène à des agitations et des grèves dirigées et organisées par l'OCST ou se déroulant avec sa participation. Ainsi, les sources syndicales se situent désormais dans deux archives différentes. En même temps, le nombre des fédérations qui adhèrent à la CdL augmente (les cheminots y participent dès 1938); les organisations se dotent de secrétariats locaux et restent autonomes dans la gestion de leur activité et la définition de leurs objectifs.

La manière de rassembler les données générales se modifie en 1937, année à partir de laquelle seules les grèves sont enregistrées, au détriment de toutes sortes de détails sur la participation. C'est la raison qui nous pousse à arrêter là notre panorama. Les grèves sont trop rares pour permettre une lecture évolutive fiable et tracer une courbe significative. Malgré cela, pour cette époque et jusqu'à l'immédiat après-Deuxième Guerre mondiale, 4 moments de fortes tensions sont observables : les toutes premiers années de la décennie, 1931 et 1932, puis 1935 et 1936, à l'acmé de la crise, 1941 et 1942, les années les plus dures du conflit et,

enfin, 1947, qui marque la forte reprise de l'action revendicative dans l'après-guerre.

Les actions qui ont comme but principal de défendre le salaire sont encore majoritaires; en général défensives jusqu'en 1935 (12 revendicatives contre 23 défensives), elles passent alors à l'attaque et sollicitent des augmentations de salaire. Le compte des victoires et des défaites souligne les difficultés de l'époque: 39 échecs totaux ou partiels pour 21 victoires. Face à la crise, il est difficile de prendre l'initiative; toutefois, la CdL et le Parti socialiste essaient en 1930 de proposer une loi sur les vacances payées à laquelle s'oppose le secrétaire de l'OCST, don Del Pietro, qui considère la défense du travail et du salaire comme prioritaire.

### Agitations et grèves 1931 – 1937

année	Agitations			Grèves			jours
	nombre	Participants	organisés	nombre	Participants	Organisés	
1931	25	min 2047	min 855	1	18	18	7
1932	22	min 2473	min 1167	4	824	712	86
1933	7			0			
1934	11	min 3995		1	25		1
1935	9	min 450		3	146		34
1936	9	1883		5	980		57
1937	10			1			

Pour la phase de luttes du début des années trente, les fonds de la FPC contiennent un dossier des menuisiers luganais<sup>17</sup> (mais rien, par contre, sur les maçons de la région, en grève en 1930) et des documents sur les revendications des ouvrières de la fabrique Riecken-Walder de Biasca, en lutte depuis 1929<sup>18</sup>. Dans ces documents, nous trouvons les traces de la constitution de ce groupe syndical en 1924, année d'ouverture de cette première entreprise à main d'œuvre féminine dans une région dédiée à l'agriculture et étroitement reliée aux places de travail dans les chemins de fer et les carrières, activités uniquement masculines. Ils évoquent aussi des aspects sociaux concernant les rythmes du travail: la municipalité doit en effet intervenir et interdire que les filles chantent quant elles rentrent au bourg à la fin de l'équipe du soir, après 22 heures, parce qu'elles dérangent les paysans et les machinistes. Ces 200 très jeunes filles, qui disposent ici d'un espaces de liberté plus grand vis-à-vis

17 FPC 11 SEI Lugano, 75.3.1, dossier «falegnami Luganese 1923», 75.3.2 idem 1929-30

18 FPC 03 CdL, 2 boîtes «Incarto Riecken 1925-29» pas encore inventoriées.

de la famille patriarcale, ont fait exploser le taux d'enfants illégitimes et la quantité de «mariages redresseurs» dans la commune. Sur la crise de l'industrie du granit et les tailleurs de pierre, on trouve aussi un dossier volumineux qui s'étend de 1926 à 1940<sup>19</sup>.

Le milieu de la crise a laissé des souvenirs parfois singuliers. Une forte agitation des typographes est décrite dans un petit dossier de la CdL<sup>20</sup>; toutefois, il est pratiquement certain que le fonds même des typographes (FPC 55), qui n'est malheureusement pas encore inventorié, contient des traces encore ultérieures. Les tailleurs de pierre de Bodio entrèrent en grève en 1935<sup>21</sup>. Le mouvement des expéditionnaires de Chiasso, en 1936, est le premier pour lequel on dispose d'une importante série de photographies (une quarantaine, actuellement en restauration chez Mémoriav); nous trouvons sa trace dans le fonds FPC 21 Francesco Borella, le président de la section locale de la Fédération du commerce, des transports et de l'alimentation (FCTA), qui était aussi député socialiste au Grand Conseil (et conseiller national jusqu'à l'année précédente). Toujours en lien avec la pire des années de crise, les employés de la commune de Lugano cessent le travail au mois de juin<sup>22</sup>.

La longue agitation des chômeurs organisés de Lugano est très particulière : elle se poursuivit pendant quatre ans entre 1935 et 1938<sup>23</sup>.

### **De la lutte antifasciste au boom d'après-guerre**

Même si elle a sans doute été mieux préparée du point de vue des approvisionnements et de la distribution des marchandises de première nécessité, la Seconde Guerre mondiale a ravivé et porté à maturation plusieurs questions qui ont suscité un choc de classes malgré un contexte caractérisé, au nom de l'intérêt national, par de grandes ententes patriotiques comme la «Comunità sindacale», établie en 1940 par la CdL et l'OCST, ou la «Comunità dei partiti» qui a gouverné le canton à partir de 1942.

19 FPC 03 CL, 50.2-4 «crisi scalpellini 1926-1940».

20 FPC 03 CdL, 51.1 «tipografi 1934-35».

21 FPC Nuovo versamento CdL, inv. somm. 5.4, «sciopero scalpellini Bodio 1935».

22 FPC 06 VPOD/SSP fondo vecchio, 7.4.1 sciopero «comunali» Lugano, giugno 1936.

23 FPC 03 CdL, 51.1 disoccupati Lugano.

Dans notre inventaire, partiel et incomplet, un premier exemple de grève dirigée par l'OCST est celle de la Società Elettrica Sopracenerina (SES), qui se déroule à Locarno en 1939. Les documents sont répertoriés dans les archives (555 boîtes) que l'OCST vient de déposer aux Archives d'Etat de Bellinzona<sup>24</sup>.

Le troisième pic des mouvements évoqué dans le chapitre précédent est en réalité celui qui ouvre une nouvelle ère dans l'évolution de l'économie cantonale et des rapports entre partenaires sociaux; même dans les fonds d'archives, il est bien représenté. La grève aux Usines du Gothard de Bodio, action conclusive d'une péripétie que nous vous avons en partie évoquée, apparaît dans les archives de l'OCST ainsi que dans le dossier du fonds FPC 03 CdL cité plus haut. Les tailleurs de pierre, mais surtout les marbriers du Mendrisiotto croisent les bras suite à une question de dumping<sup>25</sup>, tandis que les maçons et manœuvres de Chiasso s'arrêtent en 1942<sup>26</sup>.

La grève la plus inattendue, qui a soulevé beaucoup d'émotion et de commentaires dans la population, est cependant celle des ouvrières en tabliers: à Arzo, c'est à la Beltex qu'elles arrêtent de coudre. Malgré la guerre, la plupart d'entre elles provenaient toujours d'Italie et ces frontalières côtoyaient une main-d'œuvre locale insuffisante dans ce secteur caractérisé par des salaires très bas. La branche, par ces conditions particulières (main-d'œuvre féminine, en majorité étrangère, jeune et sans tradition familiale dans le travail industriel, occupée dans de petits ateliers périphériques au milieu d'une région opiniâtrement conservatrice), constituait un monopole syndical de l'OCST qui avait su surmonter les obstacles à la présence syndicale mis par les petits patrons et les grandes entreprises qui leur fournissaient du travail en restant dans l'ombre. C'est donc dans les archives de ce syndicat que nous trouvons la documentation de cette grève.

Les dernières années de guerre, par nécessité, ne connaissent aucun grand mouvement de revendication, mais les uns et les autres fourbissent déjà leurs armes pour l'après-guerre. En effet, ni la «Comunità

24 La présentation officielle de ces archives n'a pas encore eu lieu: nous sommes donc dans l'impossibilité de signaler la collocation spécifique des dossiers que nous indiquons. Nous sommes débiteurs d'Alberto Gandolla, ami et responsable du projet d'archivage, pour les anticipations qu'il nous a données.

25 FPC 12 SEL Mendrisio, 22.4.1 «Marmisti e scalpellini del Mendrisiotto 1941».

26 FPC 12 SEL Mendrisio, 22.4.2 – 22.5.6.

sindacale», ni la «Comunità dei partiti», n'ont survécu à la fin de la guerre.

Vers la fin des années soixante-dix, la période comprise entre 1946 et 1950 avait été la première sur laquelle on avait enquêté à propos des grèves. Ivano Facchinetti, à qui nous devons le travail de récolte des données, s'était fondé sur les journaux comme unique source disponible à ce moment. Le tableau qui en résultait, assez détaillé mais incomplet, surtout pour les petits mouvements très ponctuels, était le suivant:

#### Grèves au Tessin 1946 - 1950

date	lieu	entreprise	syndicats impliqués
18.2 – 23.3 1946	Tenero	Cartiera	FSLC-FOMO-OCST
7 – 17.9 1946	Faido	Galvanica	OCST- ?
27.3 – 7.7 1947	Locarno		
28.3 – 17.5	Lugano	Peintres-vernissoirs	FEL-OCST
9.4 – 23.6 1947	Magliasio	Scomai	FEL-OCST
13.5 - ? 1947	Lugano	Carrossiers	OCST- ?
? 1947	Lugano	A. Aschwanden	?
? 1947	Bellinzona	Distributeurs de lait	?
7.2 – 17.4 1948	Castione	Sumal SA	FEL-OCST-evang.
25.5 – 31.5 1948	Lugano		
28.5 – 31.5	Bellinzona	Carrossiers	FEL-OCST-FOMO
29.5 – 31.5	Locarno		
11.4 – 26/27.6. 1949	Arzo e CurioBeltex		OCST
28.6 – 30.9 1949	Locarno e Valmaggia		
8.7 – 30.9	Mendrisio	Menuisiers	FEL-OCST
11.7 – 30.9	Bellinzona		
10.12 – 11.1. 1950	Lugano	Électriciens	OCST
11.4 – 24.4 1950	Biasca	Walder & Co.	FACA

Aujourd'hui nous pouvons ajouter à ces sources une série de dossiers d'archives :

- sur la grève de la Cartiera de Tenero, on trouve des documents dans les archives de l'OCST, mais nous ne savons pas si il reste d'autres traces dans le fonds de la Federazione svizzera dei lavoratori del libro e della carta (FSLC), qui n'est pas inventorié. Il existe en revanche une chronique très détaillée dans l'hebdomadaire syndical *I Diritti del Lavoro* (16 mars- 30 avril 1946);

- un dossier de l'OCST existe aussi pour la Sumal de Castione en 1948;
- en ce qui concerne le mouvement des menuisiers de 1949, nous trouvons des indications aussi bien dans les archives de l'OCST que dans celles de la FPC: 12 SEL Mendrisio, 23.1-2 «Falegnami, luglio-settembre 1949»;
- dans le même fonds, nous pouvons repérer aussi un dossier FPC 12, 38.3 «Edilizia 1949»;
- dans les archives de l'OCST se trouvent encore des données sur la grève des électriciens de 1950.

Au delà de cette date, signalons encore des documents sur deux importants mouvements de 1951, celui des expéditionnaires de Chiasso<sup>27</sup> et celui des cantonniers<sup>28</sup>. Ensuite, mis à part de timides et très courtes interruptions, un vide d'une trentaine d'années de croissance économique, liée au Tessin aux grands travaux hydroélectriques de Maggia et Blenio, mais aussi de l'autoroute, ainsi qu'à la nouvelle grande vague d'immigration, cette fois d'Italie du Sud. Au milieu, comme nous venons de le préciser il se passe peu de choses: en 1954, les ouvrières de Walder à Biasca se remettent en grève; en 1957, une grève des plâtriers éclate à Mendrisio<sup>29</sup> et à la Société de Navigation de Lugano<sup>30</sup>; en 1960, une nouvelle agitation des marbriers se déroule dans le Mendrisiotto<sup>31</sup>. Au cours des deux décennies cinquante et soixante, on traverse d'abord une phase de syndicalisme profondément ancrée dans une perspective de collaboration, avec en échange la reconnaissance patronale du rôle des syndicats, la prééminence du contrat collectif et le renoncement à la voie législative (à l'exception de la nouvelle loi sur le travail en 1964) pour favoriser les accords directs et s'éloigner le plus possible de la politique; la croissance est assurée par le rythme très rapide de l'augmentation de la population active et les pourparlers, bien qu'il ne soient pas toujours très faciles, débouchent le plus souvent sur de meilleurs salaires qui compensent au minimum l'inflation assez importante, mais sont aussi porteurs, dans la plupart des cas, d'améliorations substantielles.

Vers la fin des années cinquante, le climat se modifie, d'abord lentement, puis d'une manière plus marquée. Parmi les immigrés se

27 FPC Nuovo versamento CdL, inv. somm. 64.8; FPC 90 Enrico Luisoni, 1.1.4-5.

28 FPC 07 VPOD/SSP fondo nuovo, 33.2.2.

29 FPC 12 SEL Mendrisio, 35.1.1 «Gessatori Mendrisio 1957» et 75.3.5-6 «Ditta Arrigo (gesso) Mendrisio 1957-58».

30 Archives OCST.

31 FPC 12 SEL Mendrisio, 28.4.5.

mettent en évidence les cadres formés par la CGIL et tout le rapport avec le communisme se modifie sous l'impact d'une critique profonde contre la Paix du travail, accusée d'étouffer l'action syndicale, et contre s la stratégie social-démocrate désormais totalement inscrite dans l'horizon d'une société capitaliste centrée sur le *Welfare State*. L'aile gauche du Parti socialiste, qui s'organise surtout dans la seconde moitié des années soixante, est très attirée par le travail politique dans les fabriques<sup>32</sup>, comme le sont les nouveaux groupes d'extrême-gauche qui apparaissent autour de soixante-huit.

### De soixante-huit à 2008

La perspective d'une action plus profonde, plus ouverte à l'horizon international pour se relier aux luttes anti-impérialistes et proposer une troisième voie entre social-démocratie et communisme d'État, conduit à la reprise de mouvements, mais avec des caractéristiques nouvelles. Dans certains cas, la contestation de la représentativité des syndicats est mise en exergue et les formes spontanées de lutte prennent le dessus. Le cas le plus emblématique est celui, déjà bien étudié, de la fabrique de chaussures Savoy de Stabio, dont les ouvriers (150 personnes) croisèrent les bras en 1970<sup>33</sup>, en refusant toute délégation aux syndicats. Bien que soutenus par les organisations d'extrême-gauche, ils n'ont pas résisté au choc mur contre mur qui s'était créé au-dessus de leurs têtes en fonction d'intérêts idéologiques et politiques dépassant largement l'importance de l'enjeu à l'intérieur de la fabrique. Cette défaite a laissé planer un doute sérieux sur la possibilité de transposer les formes d'action de *l'autunno caldo* italien en Suisse.

Le ralentissement de l'économie débouche entre-temps sur une vague de fermetures et produit les premières délocalisations: la fabrique

32 Le Partito Socialista Autonomo (PSA), qui se détache du Partito Socialista Ticinese (PST) en 1969, organisait des «groupes de fabrique» dont nous trouvons les traces dans FPC 19 Werner Carobbio, inv.somm. C2 PSA CF.GE 1973-76; C2 PSA GFA 1970-74; C2 PSA SPL 1-5; C12 AMK 83; C 12 «Settore fabbriche 1970-71-72»; C 31 32 «Commissioni d'azienda».

33 FPC 13 Sonia Koffel – Gérard Delaloye, 2.4.3 «Savoy 1970», FPC 19 Werner Carobbio, inv. somm. C 12 fabbriche 4: «Sciopero Savoy»; FPC Nuovo versamento CdL, inv. somm. 28.15. «Aiuto ai lavoratori della Savoy 1970».

de chocolat Cima-Norma de Dangio en 1968, avec 108 licenciements, ou encore la faillite de Miranco SA, avec la perte de 34 places en 1969. Cette même année 1969 voit se dérouler la grève de 9 jours à la LBC Ball Pen Corporation de Caslano<sup>34</sup>, dirigée cette fois par l'OCST et la CdL. Peu de temps après commence la crise à la fabrique de linoléum de Giubiasco, l'une des plus importantes du canton: les licenciements atteignent les 100 unités et le conflit se poursuit jusqu'en 1970<sup>35</sup>, avec des moments de grande tension avant la signature du nouveau contrat collectif. Une autre catégorie fortement influencée par le nouveau climat, les dessinateurs, en bonne partie de jeunes travailleurs, lance un mouvement pour un contrat collectif entre 1968 et 1970. C'est une première pour ce secteur d'activité en Suisse. Des cortèges défilent dans les rues de Lugano<sup>36</sup>.

Dès 1971, les conflits s'accentuent à la Monteforno de Bodio, la principale entreprise industrielle du Tessin avec l'AGIE de Losone. Ces vicissitudes, étudiées par Mattia Pelli<sup>37</sup>, sont enregistrées dans le fonds FPC 56 FOMO/FLMO (une vingtaine de classeurs), FPC 78 Commissione interna Monteforno (1.8 mètres linéaires de document) et FPC 74 dono Gatti (des entretiens enregistrés). Les archives de l'OCST contiennent sans doute aussi leur part de documentation sur les événements à l'aciérie de la Léventine<sup>38</sup>.

Après les deux jours de grève en 1971, les problèmes s'aggravent en 1972 et obligent enfin la Commission interne à présenter sa démission. La crise est forte en 1975 avec la menace de 150 à 200 licenciements. Il s'agit d'une année particulièrement difficile: l'AGIE de Losone introduit un horaire réduit pour un millier de travailleurs, l'ALBE d'Agno licencie, tout comme les Usines Marchi de Bioggio ou la maison Bernasconi de

34 FPC 11 SEL Lugano, 44.1 e 44.4 «LBC Ball Pen Corporation Caslano, sciopero marzo-aprile 1969».

35 FPC 08 SEL Bellinzona, sc. 43.

36 FPC 11 SEL Lugano, 40.2 e 17.1 «Movimento per il CCL disegnatori 1968-70».

37 Mattia Pelli, *Il caso Monteforno: una storia orale tra integrazione e conflitto*. Bellinzona, DECS, s.d., 244 p. Voir son article dans le présent volume.

38 On y trouve un dossier 239 – 2.13.10 «Monteforno 1958-74» très prometteur.

39 FPC 12 SEL Mendrisio, 43.2 ditta Robert Peter Ligornetto 1975. Comme la grève était aussi soutenue par l'OCST, ses archives contiennent sans doute aussi des documents à ce propos.

40 FPC 11 SEL Lugano, 75.4.1 Imedilco SA

Chiasso qui se débarrasse de ses 60 employés. Dans les fonds d'archives se trouvent encore des dossiers sur la grève à l'entreprise du bâtiment Robert Peter de Ligornetto<sup>39</sup> et à l'Imedilco SA de Morbio<sup>40</sup>, qui relève elle aussi du secteur du bâtiment et qui appartient aux frères Bignasca, futurs protagonistes de la politique cantonale avec la naissance de la Lega dei Ticinesi en 1991. Les apprentis qui suivent les cours scolaires au centre de Lugano-Trevano abandonnent les leçons et descendent dans la rue pour demander la garantie d'une place de travail.

La même revendication est soutenue par la main-d'œuvre de Monteforno SA en 1978. Von Roll, qui a acheté l'entreprise, fournit des assurances: il n'y aura ni licenciements ni déplacement de la production à Gerlafingen... ce qui s'est pourtant passé en 1995! Il s'agit d'une période où beaucoup d'entreprises accumulent des mois de retard dans le versement des salaires: ni les agitations, ni les petites grèves ne manquent à l'appel. Entre-temps, une partie importante des dirigeants syndicaux est désormais formée de cadres issus des mouvements d'extrême-gauche ou de l'expérience du PSA. Ce changement de génération et ce renouvellement idéologique a-t-il réellement produit une modification dans la pratique syndicale cantonale? C'est là une question qui, jusqu'à présent, n'a pas encore été sérieusement étudiée<sup>41</sup>.

Le tournant le plus net dans la période la plus récente est toutefois celui du remous causé par la grève des Officine FFS Cargo de Bellinzone au cours des mois de mars-avril 2008<sup>42</sup>. Ce moment fort de l'histoire du mouvement ouvrier au Tessin a été innovant et révélateur. Les problèmes avaient déjà fait surface en 1976 dans ce secteur avec le projet de fermer les Ateliers FFS de Biasca<sup>43</sup>. Pour contrer cette perspective, il avait fallu réagir à tous les niveaux, des ouvriers, bien décidés à défendre leur place de travail, aux autorités locales, cantonales

41 La question est vaguement esquissée par Michele Rauch, *Il Partito Socialista Autonomo tra rottura e continuità*. Lausanne, mémoire de licence en lettres, 1999, 140 p., surtout au chapitre 4.2, «L'ora dei bilanci ... e delle risposte».

42 FPC 61, Sciopero 2008 Officine FFS Bellinzona, 2.8 mètres linéaires de matériaux. Une première présentation avait été faite dans ces cahiers: Gabriele Rossi, «Giù le mani dall'Officina! Traces de grève à Bellinzona», in *Vues d'archives, Cahiers d'histoire du mouvement ouvrier* 24, Lausanne, AEHMO et Éditions d'en bas, 2008, pp. 7-14.

43 Fabrizio Viscontini, *Giù le mani dall'Officina! 1976-1983*. Bellinzona, Éditions FPC et SEV Tessin, 1992, 48 p.

et fédérales, voire à l'ensemble de la population. Ce même cocktail explosif a fonctionné à la perfection dans le cas de Bellinzone en 2008, notamment parce que la grève était dirigée par un comité solide et préparé, capable d'affronter les problèmes avec une vision à moyen terme et non pas jour après jour.

L'aspect le plus innovant, d'un certain point de vue, a été la volonté de prendre en main l'avenir de l'entreprise, même après la fin de la grève, à travers la «table ronde» avec les dirigeants des FFS. Le projet fonctionne encore, avec quelques ajustements de formule. Nous ne savons pas à l'heure actuelle s'il va se poursuivre et parvenir à garantir l'avenir de la fabrique et à lui donner un espoir durable. Il a toutefois déjà démontré combien il est important de mettre en exergue une vision différente des problèmes, une nouvelle hiérarchie des principes qui doivent diriger l'économie si l'on veut peser, ici et maintenant, sur ce qui se passe dans le domaine productif. Dans une mesure certes limitée, ce mouvement apporte une réponse aux questions laissées ouvertes par les expériences de 1970<sup>44</sup>.

## Deux mots sur la méthode

Un travail autour des sources demande toujours beaucoup de temps et aussi un peu de chance. Quand nous avons conçu le nôtre, nous n'avions pas encore la confirmation que l'OCST aurait enfin déposé ses archives, en les rendant plus facilement accessibles, aux Archives d'État; c'est la raison pour laquelle nous nous étions limités aux fonds de la Fondazione Pellegrini Canevascini. Tout en ayant dû le réaliser en hâte, nous avons néanmoins jugé utile de récupérer le plus grand nombre d'informations possibles sur cette nouvelle source qui, bien qu'encore inventoriée de façon sommaire, complète le tableau des archives fondamentales pour la compréhension des événements dans le domaine du travail dans le canton. L'analyse des événements a trop longtemps été développée d'une manière unilatérale. Nous n'avons pu commencer à croiser les données que depuis les toutes dernières années,

44 En 2013, les Archives d'État, en collaboration avec la FPC, organiseront une exposition sur la grève des Officine de Bellinzona. La présentation des matériaux est conçue comme un moment de réflexion autour des questions suscitées par ce mouvement.

et examiner les faits à travers la vision alternative de ceux qui, prenant le départ à partir d'autres concepts, ont travaillé sur le même terrain avec des objectifs semblables.

Cela dit, il nous faut souligner qu'il n'existe aucune recherche d'ensemble sur le phénomène des grèves en tant que tel au Tessin. Il ne va donc pas toujours de soi de savoir si, qui, quand, où et pourquoi cette arme de lutte a été utilisée. À plus forte raison, il est difficile de trouver des sources d'archives car, dans l'état actuel des inventaires, il faut compter sur la présence explicite du mot *sciopero* pour consigner à l'histoire un dossier spécifique, ou remonter aux documents par la connaissance directe que l'on peut en avoir. Le risque est toutefois que les papiers se trouvent exactement là où ils ne devraient pas être: dossiers des typographes dans les fonds des métallurgistes, documents des cheminots dans le fonds de la Maison du Peuple, etc.

Dans la plupart des cas, et en particulier durant les cinquante dernières années, les agitations, et même les grèves, se cachent derrière des noms neutres, comme les dossiers des entreprises, ceux qui sont dédiés au renouvellement des contrats collectifs de travail, et encore les papiers des commissions paritaires cantonales des différentes catégories. Ces exemples n'ont pas pu être présentés ici, mais nous savons qu'ils existent: le matériel disponible est ainsi certainement plus vaste. Pour aider les chercheurs, et les étudiants en particulier, la Fondation Pellegrini Canevascini met à disposition un service de consultation auquel chacun peut accéder par l'adresse électronique

[info@fpct.ch](mailto:info@fpct.ch).